La brutalité coloniale comme stratégie politique

L’impérialisme française s’oppose de toutes ses forces à la révolution kanake. La perte de la Kanaky mettrait un frein énorme à la présence impérialiste franco-européenne dans l'océan Pacifique. C’est depuis la Kanaky que la France et l'UE concurrencent l’impérialisme des États-Unis d'Amérique dans la lutte contre la révolution communiste de la Chine populaire. Depuis 2017, la France s’est dotée d’une stratégie indopacifique, dont le contenu sert de base à la stratégie indopacifique de l’Union européenne.

En plus du nickel, la Nouvelle-Calédonie permet à la France d’exploiter sa zone économique exclusive de 1 364 591 km² (environ 1/10e de la ZEE de la France au total). La France stationne également en permanence en Kanaky ses « Forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) ».

En plus des fonctionnaires de tous corps qui obtiennent le droit de vivre en Kanaky contre un salaire français et de nombreuses primes, la France forme une grande aristocratie politique locale afin de maintenir sa mainmise coloniale. Ces dernières années, les Caldoches se sont illustrés par la brutalité de leur conception, à rebours des déclarations policées post-1988.

Afin de la remercier pour ses bons et loyaux services en Nouvelle-Calédonie pour le compte du Président Macron, la présidente de la province Sud Sonia Backès a été nommée secrétaire d’État chargée de la Citoyenneté dans le Gouvernement Borne (2022-2023). En effet, c’est grâce à son appui sur le terrain que le troisième référendum a pu se tenir malgré l’opposition de la majorité des deux camps (indépendantiste et loyaliste). Tout au long de sa carrière politique, elle n’a eu de cesse de proposer le retour à une politique coloniale brutale contre les indépendantistes kanaks. Elle est connue pour cela, c’est sa marque de fabrique. C’est la raison pour laquelle elle a tout de suite plu au Président Macron. Son aventure ministérielle a pris fin après son échec aux sénatoriales de septembre 2023. En cause, son absence de soutien des élus locaux, à majorité indépendantiste en raison du scrutin proportionnel.

Deux autres colons doivent être gardés en tête pour le rôle qu’ils entendent jouer à l’avenir : Philippe Blaise (1er vice-président de l'Assemblée de la province Sud ; à la tête des milices anti-kanaks) et le député Nicolas Metzdorf (rapporteur de la loi constitutionnelle anti-indépendance).